

## PUBLICATIONS PÉRIODIQUES

### SOCIÉTÉS COMMERCIALES ET INDUSTRIELLES (COMPTES INTERMÉDIAIRES)

#### GRENOBLOISE D'ELECTRONIQUE ET D'AUTOMATISMES « GEA »

Société anonyme à directoire et conseil de surveillance au capital de 2 400 000 €.  
Siège social : Zirst – 12, Chemin Malacher, 38240 Meylan.  
071 501 803 R.C.S. Grenoble.

#### I. — Bilan intermédiaire au 31 mars 2008.

(Chiffres exprimés en milliers d'euros.)

Actif	31 mars 2008 (6 mois)	30 septembre 2007 (12 mois)
Actif immobilisé :		
Immobilisations incorporelles	12	4
Immobilisations corporelles	1 348	1 322
Immobilisations financières	312	338
Total	1 673	1 664
Actif circulant :		
Stocks et en cours	7 232	7 376
Clients et comptes rattachés	14 729	16 539
Créances diverses	202	155
Valeurs mobilières de placement	11 613	0
Disponibilités	2 033	7 855
Total	35 809	31 926
Comptes de régularisation	246	361
Total actif	37 728	33 950

Passif	31 mars 2008 (6 mois)	30 septembre 2007 (12 mois)
Capitaux propres :		
Capital	2 400	2 400
Primes	2 927	2 927
Réserves	13 606	12 961
Report à nouveau	0	0
Résultat de l'exercice	1 030	1 126
Total	19 963	19 413
Provisions risques et charges	1 354	1 355
Dettes :		
Emprunts et dettes financières	3	4
Fournisseurs et comptes rattachés	8 523	7 480
Dettes fiscales et sociales	4 865	4 348
Autres dettes d'exploitation et diverses	289	282
Total	13 680	12 115

Comptes de régularisation	2 732	1 067
Total passif	37 728	33 950

**II. — Compte de résultat intermédiaire au 31 mars 2008.**  
(Chiffres exprimés en milliers d'euros.)

	31 mars 2008	31 mars 2007	30 septembre 2007
	(6 mois)	(6 mois)	(12 mois)
Chiffre d'affaires net	20 957	21 940	39 441
Production stockée	-174	-1 914	-2 190
Autres produits d'exploitation	155	25	262
Total des produits d'exploitation	20 938	20 052	37 513
Achats	10 265	11 407	20 128
Variation de stocks	45	-475	-497
Autres achats externes	2 377	2 287	3 829
Total des consommations externes	12 687	13 219	23 460
Impôts et taxes	327	390	858
Charges de personnel	5 754	5 995	11 440
Dotations aux amortissements et provisions	154	221	432
Autres charges d'exploitation	19	12	105
Charges d'exploitation	6 253	6 617	12 835
Résultat d'exploitation	1 997	216	1 218
Produits financiers	75	65	177
Charges financières	63	69	150
Résultat courant avant impôts	2 009	212	1 245
Produits et charges exceptionnels nets	28	6	34
Participation des salariés	246	0	0
Impôt sur les bénéfices	762	0	154
Résultat net	1 030	218	1 126

**III. — Tableau des flux de trésorerie au 31 mars 2008.**  
(Chiffres exprimés en milliers d'euros.)

(En milliers d'euros)	31 mars 2008	30 septembre 2007
Opérations d'exploitation :		
Résultat net	1 030	1 126
Annulation des amortissements et provisions	71	207
Plus ou moins value sur cession d'immobilisations	-23	0
Capacité d'autofinancement	1 078	1 333
Variation des créances	1 878	498
Variation des stocks	219	1 693
Variation des dettes	3 230	-578
Variation du besoin en fonds de roulement	5 327	1 613
Variation nette de la trésorerie d'exploitation	6 405	2 947
Opérations d'investissement :		
Acquisitions d'immobilisations corporelles et incorporelles	-189	-117
Cessions d'immobilisations corporelles et incorporelles	23	0
Investissement net d'exploitation	-166	-117
Investissements financiers nets	32	-21
Variation nette de la trésorerie d'investissement	-134	-138

Opérations de financement :		
Augmentation des capitaux propres en numéraire	0	0
Dividendes payés	-480	0
Émission d'emprunts et dettes financières	0	0
Remboursement d'emprunts et dettes financières	-1	0
Variation des comptes courants groupe et associés	0	0
Variation nette de la trésorerie de financement	-481	0
Variation nette de la trésorerie totale	5 790	2 809
Trésorerie à l'ouverture	7 853	5 044
Trésorerie à la clôture	13 643	7 853

**IV. — Tableau de variation des capitaux propres au 31 mars 2008.**  
(Chiffres exprimés en milliers d'euros.)

	Capital	Primes	Réserve légale	Autres réserves	Report à nouveau	Résultat	Total capitaux propres
Situation au 30 septembre 2007	2 400	2 927	240	12 721		1 126	19 413
Affectation du résultat				646		-646	
Distribution de dividendes						-480	-480
Situation au 31 mars 2008	2 400	2 927	240	13 366		1 030	19 963

**V. — Annexe aux comptes semestriels du 31 mars 2008.**

Note 1. — Faits caractéristiques de la période.

Aucun fait marquant n'est à signaler pour cette période.

Note 2. — Règles et méthodes comptables.

Les conventions comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices ;

et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

a) Immobilisations incorporelles. — Les immobilisations incorporelles sont constituées de logiciels amortis selon la méthode linéaire sur 12 mois. Les dépenses de recherche et développement ne sont pas immobilisées et figurent dans les charges d'exploitation.

b) Immobilisations corporelles. — Elles sont valorisées à leur coût historique d'acquisition.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire ou dégressif en fonction des durées probables d'utilisation suivantes :

Matériels et outillages	3 à 10 ans
Agencements des constructions	5 à 15 ans
Matériels de transport	3 à 20 ans
Mobilier et matériels de bureau	3 à 10 ans

c) Immobilisations financières. — Les valeurs brutes correspondent à la valeur d'entrée dans le patrimoine social. Elles sont éventuellement corrigées d'une provision pour dépréciation destinée à les ramener à leur valeur d'usage.

La valeur d'usage des titres de participation tient compte des capitaux propres mais aussi de la rentabilité et des perspectives d'avenir de la société.

Les actions GEA auto-détenues n'étant ni destinées à l'attribution à des salariés, ni à la réduction de capital, sont classées dans les immobilisations financières.

La valeur d'inventaire de ces titres est déterminée en fonction de leur cours moyen observé au cours du mois précédent la clôture de l'exercice.

d) Créances et dettes. — Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale. Les créances sont, le cas échéant, dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles sont susceptibles de donner lieu.

e) Stocks. — Les matières premières et les approvisionnements sont valorisés au dernier prix d'achat.

La rotation rapide des stocks de produits achetés donne à cette méthode un résultat proche de la méthode FIFO.

Les travaux en cours sont comptabilisés pour leur coût de production évalué au plus bas du coût de revient ou de la valeur réalisable. Il comprend le coût des matières premières et de la main d'oeuvre ainsi que les frais généraux rattachés à la production à l'exclusion des frais financiers.

f) Valeurs mobilières de placement. — Les valeurs mobilières de placement sont représentées par des Sicav de trésorerie. Les parts de Sicav sont évaluées au prix d'achat suivant la méthode FIFO (premier entré/premier sorti). Les pertes latentes, calculées par comparaison entre la valeur comptable et la valeur probable de négociation font l'objet d'une provision pour dépréciation le cas échéant.

g) Opérations en devises. — Les dettes et créances libellées en devises figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de fin de période. La différence résultant de la conversion des dettes et créances en devises à ce dernier cours est portée au bilan en écart de conversion.

Les pertes latentes font l'objet d'une provision pour risque.

Les créances en devises, ayant fait l'objet d'une couverture à terme figurent au bilan pour leur contre valeur au cours de couverture.

h) Chiffre d'affaires. — Le chiffre d'affaires France est constitué des montants facturables aux clients en fonction des dispositions contractuelles (cahier des charges).

Cette facturation est réalisée en fonction de l'avancement des travaux sous forme de situations successives.

Les autres travaux réalisés figurent dans les travaux en cours.

i) Prise en compte du revenu. — Du fait des spécificités techniques des contrats, la marge est prise en compte lors de l'achèvement des installations.

j) Engagements de retraite. — La société comptabilise une provision pour charges correspondant à l'intégralité des engagements de l'entreprise vis-à-vis du personnel en ce qui concerne les indemnités de départ à la retraite. Ces indemnités de fin de carrière sont évaluées, pour l'ensemble des salariés présents à la clôture de l'exercice, en fonction de l'éventualité d'un départ à 65 ans et de la probabilité de verser ces droits, compte tenu du taux de rotation du personnel observé, du taux de mortalité et d'un taux d'actualisation. Le montant des droits acquis à la date de clôture est basé sur l'indemnité de départ à la retraite telle qu'elle est définie par la convention collective, augmentée du montant des charges patronales. Les rémunérations servant de base au calcul font l'objet d'une revalorisation.

Compléments d'informations relatifs au bilan et au compte de résultat (données en euros).

Note 3. – Immobilisations incorporelles.

	Montant au 30 septembre 2007	Augmentations	Diminutions	Montant au 31 mars 2008
Valeur brute	333 538	13 458	70 696	276 299
Amortissements	329 701	5 201	70 696	264 206
Valeur nette	3 837			12 093

Ce poste est constitué des logiciels acquis par l'entreprise.

Note 4. – Immobilisations corporelles.

Valeur brute :

	Valeur brute au 30 septembre 2007	Acquisition	Sorties	Virement de poste à poste	Valeur brute au 31 mars 2008
Installations techniques, matériels et outillages	1 390 058	14 712	11 733		1 393 037
Agencements divers	1 112 561	11 235			1 123 796
Matériels de transport	1 772 916	128 271	91 166		1 810 021
Autres immobilisations Corporelles	747 964	21 180	171 086		598 058
Total	5 023 499	175 398	273 985		4 924 912

Amortissements :

	Montant au 30 septembre 2007	Dotation	Diminution	Montant au 31 mars 2008
Installations techniques matériels et outillages	1 215 155	26 478	11 683	1 229 950
Agencements divers	845 183	25 237		870 420
Matériels de transport	1 015 987	63 865	91 166	988 686
Autres immobilisations corporelles	625 700	32 833	171 086	487 446
Total	3 702 025	148 413	273 935	3 576 502

Note 5. – Immobilisations financières.

Ce poste se décompose ainsi :

	Valeur brute au 30 septembre 2007	Augmentation	Diminution	Valeur brute au 31 mars 2008
Participations	(1) 249 900	0	0	249 900
Titres auto détenus (2)	55 861	52 479	79 604	28 736
Prêts au personnel	380	0	300	80
Autres immobilisations financières :				
Dépôts et cautionnements	38 392	50	4 723	33 719

(1) Les participations au 30 septembre 2007 étaient les suivantes :

— Participation de 100% dans une société de droit américain sans capital. Cette filiale, créée au cours de l'exercice 2000/2001, a été liquidée sur le semestre ;

— Participation à hauteur de 99,96% dans la société anonyme « Compagnie d'Investissements – Europe », (C.I.E.), immatriculée en Belgique. Cette société est en cours de liquidation au 31 mars 2008.

(2) La valeur de réalisation des titres auto détenus est de 28 291 € pour une valeur comptable de 28 736 €. La différence entre la valeur de réalisation et la valeur comptable (445 €) a fait l'objet d'une provision.

Note 6. – Entreprises liées.

Aucune donnée ne concerne les entreprises liées.

Note 7. – Stock et en-cours.

Ce poste a évolué comme suit :

	Au 30 septembre 2007	Au 31 mars 2008
Consommables et pièces détachées	4 151 957	4 106 611
Provision pour dépréciation matières premières	-75 824	
Travaux en cours	3 300 234	3 125 848
	7 376 367	7 232 459

Note 8. – Créances.

Créances clients et comptes rattachés. — Ce poste comprend les factures à établir pour un montant de 7 712 750 € TTC.

La ventilation de ce poste est la suivante :

(Données en euros)	30 septembre 2007	31 mars 2008
Factures à établir France (TTC)	7 229 305	3 598 976
Factures à établir export	4 591 570	4 113 774
Total	11 820 875	7 712 750

Le chiffre d'affaires export est facturé lorsque les travaux réalisés sont acceptés et après que le client ait donné son accord pour le paiement.

Variation des provisions sur créances clients :

Provision au 30 septembre 2007	Dotations	Reprise	Provision au 31 mars 2008

Autres créances. — Elles se décomposent comme suit :

Fournisseurs	3 379
Personnel	5 415
État	178 885
Autres	14 710
	202 389

État des échéances des créances :

	Montant brut	-1 an	1 à 5 ans	+ 5 ans

Actif immobilisé	33 799		33 799
Clients et rattachés	14 729 086	14 729 086	
Fournisseurs débiteurs	3 379	3 379	
Personnel et comptes rattachés	5 415	5 415	
État et autres collectivités	178 885	178 885	
Débiteurs divers	14 710	14 710	
Charges constatées d'avance	245 800	245 800	
	15 211 074	15 177 275	33 799

Note 9. – Disponibilités.

Ce poste comprend des comptes en devises pour 72 145 €.

Note 10. – Capital social.

Le capital social est de 2 400 000 €.

	Nombre d'actions	Nominal
Actions composant le capital au début de l'exercice	1 200 000	2 €
Actions composant le capital au 31 mars 2008	1 200 000	2 €

Les actions nominatives détenues depuis plus de quatre ans bénéficient d'un droit de vote double.

Note 11. – Provisions pour risques et charges.

La provision pour charges s'élève à 1 353 541 € et se décompose ainsi :

	30 septembre 2007	Dotations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	31 mars 2008
Provision pour garantie client (1)	489 415	0	1 541	0	487 874
Provision pour indemnités de départ à la retraite (2)	865 667	0	0	0	865 667
	1 355 082	0	1 541	0	1 353 541

(1) La provision pour garantie client correspond à la couverture de la garantie contractuelle sur les chantiers France, Union européenne et Export. Elle repose sur une estimation raisonnable des travaux à réaliser pour la période 2007/2008.

(2) Le montant global de la provision pour indemnités de départ à la retraite (charges sociales incluses) au 31 mars 2008 n'a pas fait l'objet d'une réévaluation par rapport au 30 septembre 2007. Ainsi, elle s'élève à 865 667 €, comme au 30 septembre 2007. Les principales hypothèses retenues sont les suivantes :

Taux de revalorisation des salaires	1,50%
Taux d'actualisation	4,47%
Taux de charges sociales	41,00%
Taux de rotation du personnel	Entre 0% et 5% selon les tranches d'âge

Note 12. – État des échéances des dettes.

Aucune dette n'a une échéance supérieure à un an.

Note 13. – Charges à payer.

Dettes fournisseurs et comptes rattachés	1 863 998
Dettes fiscales et sociales	2 960 294
Autres dettes	74 316
	4 898 608

Note 14. – Couverture des risques de change.

La couverture des risques de changes commerciaux est réalisée sous la forme de contrats à terme fixe.

Aucun contrat de couverture n'est en cours au 31 mars 2008.

Note 15. – Chiffre d'affaires.

Il se décompose ainsi :

a) Répartition par zone géographique :

	France	Export	Total
Ventes de produits fabriqués	16 655 508	2 914 973	19 570 481
Prestations de services et divers	357 445	1 029 312	1 386 757
	17 012 953	(1) 3 944 285	20 957 238

(1) Répartition du chiffre d'affaires export par zone géographique (donnée en milliers d'euros) :

CEE	Europe (hors CEE)	Asie	Amérique	Afrique	Total
975 K€	1 504 K€	659 K€	336 K€	470 K€	3 944 K€

b) Répartition par activité (donnée en milliers d'euros) :

Péage et parking	Badge	Maintenance	Divers (prest. services)	Total
17 741 K€	2 000 K€	1 197 K€	19 K€	20 957 K€

Note 16. – Résultat exceptionnel.

Produits de cessions d'éléments d'actif	22 600 €
Produits exceptionnels divers	18 388 €
Charges exceptionnelles diverses	-12 595 €
	28 393 €

Note 17. – Litige.

Dans le cadre d'une procédure d'août 2007, la société GEA a été assignée par un sous-traitant devant le Tribunal de Commerce de Grenoble qui lui réclame la somme de 568 K€ TTC au titre de prestations réalisées dans le cadre d'un développement logiciel.

La société GEA n'a pas jugé utile, après analyse du dossier et après avis de ses Conseils, de constituer de provision pour charge au titre de cette assignation qu'elle considère comme non fondée, la prestation n'ayant pas été réalisée par le sous-traitant malgré une procédure de mise en demeure faisant suite à un retard de six mois par rapport au délai contractuel de livraison.

De son côté la société GEA réclame devant la même juridiction une somme de 496 K€ TTC à ce sous-traitant en raison des surcoûts directs engendrés par la défaillance persistante de ce dernier dans la livraison du logiciel commandé.

**VI. — Rapport du commissaire aux comptes sur l'information financière semestrielle.**

(Période du 1er octobre 2007 au 31 mars 2008.)

Mesdames, Messieurs, en notre qualité de commissaire aux comptes et en application de l'article L. 232-7 du code de commerce, nous avons procédé à :  
— L'examen limité des comptes semestriels de la société GEA, relatifs à la période du 1er octobre 2007 au 31 mars 2008, tels qu'ils sont joints au présent rapport ;

— La vérification des informations données dans le rapport semestriel.

Ces comptes semestriels ont été établis sous la responsabilité du Directoire. Il nous appartient, sur la base de notre examen limité, d'exprimer notre conclusion sur ces comptes.

Nous avons effectué notre examen limité selon les normes professionnelles applicables en France. Un examen limité de comptes intermédiaires consiste à obtenir les informations estimées nécessaires, principalement auprès des personnes responsables des aspects comptables et financiers, et à mettre en oeuvre des procédures analytiques ainsi que toute autre procédure appropriée. Un examen de cette nature ne comprend pas tous les contrôles propres à un audit effectué selon les normes professionnelles applicables en France. Il ne permet donc pas d'obtenir l'assurance d'avoir identifié tous les points significatifs qui auraient pu l'être dans le cadre d'un audit et, de ce fait, nous n'exprimons pas une opinion d'audit.

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé d'anomalies significatives de nature à remettre en cause, au regard des règles et principes comptables français, la régularité et la sincérité des comptes semestriels et l'image fidèle qu'ils donnent du résultat des opérations du semestre ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de ce semestre.

Nous avons également procédé, conformément aux normes professionnelles applicables en France, à la vérification des informations données dans le rapport semestriel commentant les comptes semestriels sur lesquels a porté notre examen limité.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur leur sincérité et leur concordance avec les comptes semestriels.

Lyon, le 30 mai 2008.

*Le commissaire aux comptes :*

Grant Thornton, membre français de Grant Thornton International :  
Thierry Chautant, Associé.

**VII. — Rapport d'activité semestriel 2008.**

Au cours du premier semestre de l'exercice 2007/2008 (arrêté au 31 mars 2008), la société, leader mondial de l'intégration et du développement des systèmes informatiques et électroniques de perception de péage, a réalisé une production de 20,78 M€ contre 20,02 M€ au cours du premier semestre de l'exercice précédent.

Le taux de marge brute s'établit à 49,6%, en progression constante depuis le premier semestre précédent sous l'effet notamment des retombées commerciales des contrats pluriannuels annoncés antérieurement.

Le résultat d'exploitation ressort à 1,99 M€ contre 0,21 M€ un an auparavant et le résultat net de 1,03 M€, impacté par l'impôt société et la participation, vient renforcer la structure financière saine de l'entreprise caractérisée par près de 20 M€ de fonds propres, une trésorerie nette de 13,4 M€ et une absence totale d'endettement.

Faits marquants. — A l'international, GEA a remporté deux nouveaux contrats en Autriche et plusieurs contrats en Europe du Nord.

Par ailleurs deux contrats significatifs ont été signés au Brésil sur la période.

Plusieurs contrats de maintenance ont également été confiés à GEA aussi bien à l'exportation qu'en France.

En France, GEA a poursuivi le renouvellement et la fourniture d'équipements de péage des sociétés APRR (Groupe EIFFAGE), AREA (Groupe EIFFAGE), ASF (Groupe VINCI), ATMB, COFIROUTE (Groupe VINCI), ESCOTA (Groupe VINCI), SANEF (Groupe ABERTIS), SAPN (Groupe ABERTIS) et SFTRF.

L'expertise et l'avance technologique de GEA dans le domaine de l'automatisation du péage lui ont permis de poursuivre la réalisation de plusieurs contrats de fourniture de voies de péage automatiques pour l'ensemble des sociétés françaises d'autoroutes.

Grâce à cette avance technologique l'entreprise s'est en outre vue confier par plusieurs exploitants autoroutiers la fourniture de nouveaux systèmes automatiques de détection de catégories de véhicules conçus et développés par GEA.

Enfin dans le domaine du télépéage GEA a obtenu de nouvelles commandes de badges de la part de DKV et de THALES.

Enfin il est rappelé que l'Assemblée générale Extraordinaire du 15 novembre 2007 a transformé la société en société anonyme à Directoire et Conseil de Surveillance.

Principaux risques généraux :

— Arrivée de nouveaux concurrents : à notre connaissance aucun nouveau concurrent n'est intervenu dans les domaines d'activité de GEA au cours du semestre écoulé.

— Baisse des prix : GEA évolue sur un marché concurrentiel ce qui peut entraîner une pression sur les prix.

Par ailleurs la société peut être appelée à faire des efforts commerciaux stratégiques ponctuels, notamment pour pénétrer de nouveaux marchés à l'export.

— Contrefaçon : s'il reste marginal compte tenu des évolutions technologiques permanentes et du niveau de services associé à la vente de ce type de produits, ce risque existe néanmoins.

— Risque client : ce risque est relativement faible compte tenu de la qualité des donneurs d'ordre, en particulier en France (sociétés publiques ou privées concessionnaires d'ouvrages d'art).

— Risque de change : la couverture des risques de change est réalisée, lorsque cela est possible, sous forme de contrats à terme.

La société utilise également ponctuellement les dispositifs de couverture de la COFACE.

— Risques juridiques : de par ses activités tant en France qu'à l'étranger, la société peut faire l'objet de divers litiges.

Il n'a été constitué aucune provision à ce titre au 31 mars 2008.

GEA a souscrit diverses polices d'assurance pour couvrir ses principaux risques (RC, multirisques et pertes d'exploitation, marchandises transportées, flotte automobile et aérienne).

Perspectives. — Grâce à son importante base installée et à son avance technologique, GEA entend poursuivre au second semestre son activité dans le domaine de l'automatisation de la perception du péage.

Au 31 mars 2008 le carnet de commandes, exporté à hauteur de 24%, s'élevait à 48 M€ contre 34 M€ au 31 mars 2007.

Au second semestre le rythme de réalisation du carnet de commandes pourrait être plus élevé que celui observé au cours du premier semestre.

Il convient cependant de souligner que des décalages de livraisons sont toujours possibles dans l'activité de GEA en raison notamment des cadences de mise en service des infrastructures autoroutières et des programmes de déploiement des équipements de péage dont la société n'a pas la maîtrise.

**0808167**